

Au Mali, l'impossible paix ?

« L'ACCORD D'ALGER SE RÉSUME FINALEMENT À UN ACCORD DE CESSER-LE-FEU »

AURÉLIEN TOBIE
chercheur au Stockholm
International Peace
Research Institute (Sipri)

Analyse

CHRISTOPHE CHÂTELOT
Service International

Les hésitations, reports et autres bégaïements déplorés lors de la signature, en 2015, de « l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali », conclu à Alger par les autorités maliennes et les groupes armés rebelles, laissent entrevoir des difficultés à venir. Deux années plus tard, quatre depuis le début de l'opération militaire française « Serval », le processus de paix, à force de lentement, est en train de perdre la course de vitesse engagée contre les groupes armés.

Ainsi illustrent les difficultés rencontrées ces dernières semaines pour installer des autorités intérimaires dans les chefs-lieux des cinq régions ex-rebelles du nord et du centre du Mali – Gao, Kidal, Menaka, Taoudenni et Tombouctou. Il s'agit là, pourtant, du premier maillon de la chaîne forgée par l'accord d'Alger qui, outre l'arrêt des hostilités, redessine le cadre institutionnel malien au profit d'une plus grande décentralisation et dresse une longue liste de projets de développement économique, social et culturel pour sortir le nord du Mali de la misère. Ces pouvoirs locaux auraient dû être mis en place dans les trois mois suivant la signature de l'accord. Au regard de quoi, ils viennent juste d'être installés, dans la douleur et les combats, à Kidal, Menaka et Gao. A Tombouctou et Taoudenni, on devra encore attendre.

Pourquoi ce blocage, alors que les signatari-

res de l'accord d'Alger – la République malienne et la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA, une coalition de groupes armés arabes et touareg) – s'étaient entendus sur le nom des ex-rebelles appelés à troquer leur kalachnikov contre un costume de président de conseil régional ?

Prenons Tombouctou. Ce sont les hommes du CJA, le Congrès pour la justice dans l'Azawad, qui ont empêché l'arrivée des nouvelles autorités. Cette milice touareg dirigée par la tribu Kel Ansar, très implantée dans les régions de Tombouctou et de Taoudenni, « essaie de prendre le train en marche », décrypte Aurélien Tobie, chercheur au Stockholm International Peace Research Institute (Sipri). Pour des raisons internes, en l'occurrence une vacance à la tête de leur chefferie traditionnelle, ils n'avaient pu participer aux négociations d'Alger, et donc à la distribution des postes. « Or, au Mali, notamment, l'identité communautaire est synonyme de pouvoir, et donc de l'accès aux ressources », explique M. Tobie. En clair, les Kel Ansar veulent eux aussi leur part du gâteau.

Autres lieux, autres acteurs mais même logique à Gao, Menaka et Kidal. Là, le rapport de force a changé depuis Alger, avec la montée en puissance de la Plateforme, une coalition de groupes initialement pro-gouvernementaux composée notamment du Gatia (Groupe d'autodéfense des Touareg Imghad et alliés), associé au CM-FPR (Coordination des mouvements et Front patriotique de résistance).

Dans le rapport présenté en janvier à New York au Conseil de sécurité, le secrétaire général des Nations unies regrettait que « les principales dispositions de l'accord [d'Alger n'aient] pas été appliquées (...) Entre-temps, de nouveaux groupes armés ont demandé à faire partie des arrangements institutionnels et sécuritaires intérimaires ». Pour le malheur de la population locale, le retour des services sociaux de base, que les autorités intérimaires sont censées faciliter, ne semble pas pour demain.

« ÉPICENTRE DU DJIHAD AU SAHEL »

D'autant que l'environnement sécuritaire ne cesse de se dégrader, laissant mal augurer du déploiement des acteurs indispensables (ONG, investisseurs, fonctionnaires...) à l'ac-

complissement des projets de développement nécessaires pour désenclaver le nord du Mali et ainsi enterrer les frustrations qui alimentent les rébellions.

Certes, l'intervention française « Serval » – transformée en force « Barkhane » en 2014 et chargée de la lutte contre le terrorisme au Sahel –, le déploiement de 10 000 casques bleus, la restructuration (en cours) de l'armée malienne et le lancement des premières patrouilles mixtes armées maliennes ex-rebelles ont permis d'apaiser la situation. Mais l'accord concerne, au mieux, l'armée, les Touareg et les Arabes, qui se battaient en 2011 pour la partition du Mali et l'indépendance de l'Azawad, le nord du pays. « L'accord d'Alger,

analyse M. Tobie, se résume finalement à un accord de cessez-le-feu. » Sauf que l'activité des djihadistes, un moment neutralisée par l'opération « Serval », a repris de plus belle alors que le redéploiement des forces armées maliennes au nord patine. Résultat : « Les groupes terroristes et extrémistes violents ont renforcé leurs activités et leur présence », note l'ONU.

« Car depuis "Serval", les groupes terroristes se sont adaptés », observe Bakary Sambe, directeur du Timbuktu Institute. En atteste l'annonce, début mars, de la « fusion » de trois organisations islamistes au sein de Nosrat Al-Islam Wal Mouslimine (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, GSIM) affilié à Al-Qaïda. Placée sous l'égide du Touareg Iyad Ag-Ghali, le chef d'Ansar Eddine, le GSIM rassemble aussi le mouvement Al-Mourabitoun de Mokhtar Belmokhtar, et la Katiba (brigade) du Macina, active au centre du Mali et conduite par le Peul Amadou Koufa. « Et ils ont étendu leur rayon d'action en frappant en Côte d'Ivoire, au Niger, au Burkina Faso », ajoute M. Sambe. Sans pour autant négliger le Mali, où le GSIM vient de revendiquer sa première attaque, tuant 11 militaires maliens, le 5 mars. « Le Mali, conclut M. Sambe, est l'épicentre du djihad au Sahel et le restera tant qu'il demeurera cette zone d'instabilité et d'activités criminelles. » Déjà moribond, l'accord d'Alger risque de ne pas y survivre et le Mali de ne pas émerger de sitôt du chaos dans lequel la moitié de son territoire est encore plongée. ■

chatelot@lemonde.fr